

**JEAN ZYROMSKI**

---

**Les Formations Politiques  
de la France contemporaine  
et l'Action du Parti  
Socialiste**



*Préface de*

**BRACKE**

Député du Nord



**1 fr.**

**"RÉVOLTE"**

**7, RUE DE LA BOULE-ROUGE, 7**

**P A R I S (9<sup>e</sup>)**

JEAN ZYROMSKI

---

---

Les Formations Politiques  
de la France contemporaine  
et l'Action du Parti  
Socialiste



*Préface de*

**B R A C K E**

Député du Nord



**1 fr.**

---

---

“RÉVOLTE”

7, RUE DE LA BOULE-ROUGE, 7

P A R I S (9<sup>e</sup>)

# Préface

---

*Présentation? Recommandation? C'est-à-dire que je suis appelé à mettre en tête de cette étude de Jean Zyromski quelques-unes des réflexions que me suggère son sujet. Je le dois à une amitié qu'on peut bien nommer vieille, puisqu'elle a des racines antérieures à sa naissance. Je le dois presque autant à un accord souvent fort étroit entre nos conceptions de la lutte socialiste, il veut bien dire parfois que j'ai été pour quelque chose dans sa formation de militant, et j'avoue que j'en ai de la fierté. Mais quant à présenter un de ceux, dans notre parti, dont l'activité est le plus connue, quant à recommander le travail d'un esprit dont on sait la valeur, dès qu'on s'occupe un peu du mouvement politique actuel, comment en serait-il question? Préface et brochure s'en vont seulement*

de compagnie sur une route où cheminent des camarades de combat.

Jean Zyromski a une originalité : il ne dit que ce qu'il pense. Je n'entends point par là qu'il pense vraiment ce qu'il dit : la sincérité, si elle ne court pas les rues, n'est malgré tout pas si rare, dans nos rangs surtout, qu'on y puisse voir un monopole. J'entends que tout ce qu'il dit est résultat d'un travail de sa pensée sur elle-même pour rattacher la matière du moment à tout un ensemble d'actions et de méditations antérieures : d'où une sorte d'appropriation, de prise en charge, du sujet, une présentation classée personnelle « avec exclusivité », pour parler le patois d'aujourd'hui.

Le cachet de ce travail est d'être « marxiste ». Un marxiste n'est pas, comme beaucoup le croient qui ne se situent pas tous en dehors du Parti socialiste, un homme qui cite à tout bout de champ des phrases empruntées à Marx pour en faire des formules, qui se figure trouver dans ce cadre des solutions toutes prêtes à chaque difficulté rencontrée, qui croit à une « politique marxiste » inscrite d'avance dans les marges du Capital ou les alinéas du Manifeste communiste. Nous rions de celui-là quand il ne nous fâche pas trop. Zyromski sait fort bien qu'il n'y a pas plus

de politique marxiste que de parti marxiste. Son marxisme consiste à s'éclairer, pour comprendre le présent, de la conception méthodique selon laquelle le grand esprit de Marx démêla, dans ce qui était son « présent » à lui, la résultante du passé et la préparation de l'avenir. Il s'efforce de ne voir jamais aujourd'hui comme arrêté, mais au contraire d'y suivre la fin et le commencement de rapports sociaux mouvants. Une pensée dialectique saisit dans la vie de l'humanité une dialectique matérielle, chaque moment de l'histoire étant chargé des ondulations d'hier et gros des vicissitudes de demain. Telle est la façon dont il examine la formation sociale de nos partis politiques, afin d'en tirer des conclusions sur l'action qui s'impose à notre parti.

Rien n'est plus « humaniste », au fond, que cette fameuse « conception matérialiste de l'histoire » tant décriée, même par des esprits de bonne foi, qui croient la connaître et pouvoir la juger uniquement d'après son intitulé, sans se douter ou se souvenir que l'ignorance est un genre de prévention. Les rapports établis entre les membres de la société humaine selon la place tenue dans la production des choses nécessaires à la vie de cette société engendrant la division des classes, leurs modifications engendrant la lutte entre ces

classes, et cette lutte ne finissant, pour inaugurer une phase nouvelle de la société, que par une prise du pouvoir aux mains d'une classe grandissante, quoi de moins mécanique, quoi de moins fataliste, quoi de moins matériellement engrené?

C'est ce fond d'humanité qui donne, en particulier, à l'exposé fait par Zyromski, cette fois et d'autres, une force pathétique. Car il s'agit, après tout, du destin humain. La forme apparemment de pure analyse qui répond certainement à la constitution même de son intelligence et sans doute doit aussi quelque chose à ses études juridiques, ne laisse pas un moment oublier le mouvement du lutteur qu'il y a en lui. Car, dans la conviction qu'a mûrie son cerveau, il se jette, peut-on dire, non seulement avec toute son âme, mais avec tout son corps. Belle bataille où l'arme a été forgée sur l'enclume, non de l'instinct, mais de la pensée avertie.

Aucun objet ne convient mieux à une pareille méthode ainsi appliquée que celui que Zyromski traite aujourd'hui. Nous sommes, dans la crise où se débat le monde capitaliste, à la fois spectateurs et acteurs de grands changements sociaux et, par conséquent, politiques. Il en fait clairement voir une portion.

Je suis sûr qu'en le lisant on sentira à quel point

est fausse la prétention, si à la mode, de séparer ce qu'on appelle l'« Economique » du « Politique », comme si l'un n'était pas simplement l'envers de l'autre, ou, pour s'exprimer plus exactement, comme si l'économique n'était pas l'étoffe dont la politique est faite.

Nous allons aux élections bientôt. Des études comme celles-ci nous en font comprendre tout ensemble la portée et la direction. Sautera-t-il enfin aux yeux de tant d'hommes de bonne volonté quelle différence fondamentale distingue le Parti Socialiste — parti du prolétariat — de tous les autres partis, quels qu'ils soient, dont nous discernons bien, à coup sûr, les positions diverses établies sur leurs origines sociales, mais qui ont tous cela de commun de ne vouloir pas toucher à la racine de la société capitaliste : séparation entre les forces de travail et les moyens de production? Cette différence, elle est celle-ci : tous les partis politiques quelconques cherchent le pouvoir de l'Etat pour le manier au profit d'une portion nationale. Seul, le parti socialiste, quand il ne le voudrait pas, tend au pouvoir pour abolir les classes. En ce sens, on peut dire avec Max Adler que les autres partis veulent l'Etat contre la société, tandis que le socialisme le veut pour la société (et Vandervelde ajoutera volontiers : contre l'Etat).

Je voyais ces jours derniers dans le Temps qu'un des traits mis en lumière par le dernier recensement quinquennal était que les bourgs et les petites villes, bref la moyenne agglomération, se vidaient de leur contenu de population au profit soit de la petite commune agricole, soit de la grosse ville industrielle ou commerçante. N'est-ce pas encore une illustration des modifications connexes étudiées par Zyromski de la structure sociale et de la structure politique? N'est-ce pas de quoi faire réfléchir ceux qui ne se sont pas encore aperçus que les tactiques de « collaboration », de « participation », et qui sait comment on peut les baptiser, imposées quelquefois, c'est entendu, aux sections de l'Internationale socialiste par des circonstances de temps et de pays, ne sont nulle part moins indiquées et plus contraires à la marche prolétarienne en avant qu'en pays de démocratie bourgeoise établie où il existe des partis « démocratiques » de vieille tradition? C'est alors qu'on pénètre à fond la déclaration de Karl Marx en 1849, au jour où sa Nouvelle Gazette rhénane était supprimée : « Notre véritable opposition ne commencera que dans la République tricolore. »

J'ai parlé de « prolétariat », de « marche prolétarienne ». Faut-il, avant de finir, écarter encore

un malentendu? Oui, le parti socialiste n'est et ne peut être que le parti du prolétariat, le parti de la classe ouvrière. Cela veut-il dire qu'il se recrute exclusivement dans cette classe? Outre que les faits répondent le contraire, le fonctionnement même du mode de production capitaliste élargit et modifie à la fin constamment ces catégories dans leurs proportions physiques et dans leurs caractères intellectuels. Cela veut-il dire qu'il laisse de côté les intérêts de tout ce qui n'est pas ouvrier et prolétaire? Pas davantage : dans toute la mesure où il y a opposition d'intérêts entre le capitalisme et une portion quelconque de population, il représente naturellement cette opposition contre la classe monopoleuse des moyens de production. Mais cela veut dire qu'étant partie intégrante du mode social de production qu'est le capitalisme, étant produite elle-même par son fonctionnement, étant destinée à ne s'émanciper que par l'abolition même du capitalisme, la classe ouvrière prolétarienne comprend dans son intérêt d'affranchissement les intérêts de tout ce qui n'est pas le capitalisme. C'est, par conséquent, autour de la classe ouvrière que doit se grouper tous les éléments qui voient dans la chute du capitalisme et l'avènement d'une société nouvelle les conditions de leur propre salut. Leurs intérêts sont pris et enfermés dans ceux du

prolétariat. Voilà pourquoi leur parti ne peut être que son parti.

Cela aussi, qui dicte l'action socialiste, ressort, même sans être dit, d'une étude comme celle de Zyromski. Puisse-t-elle être lue, comprise et répandue.

(BRACKE (A.-M. DESROUSSEAUX).



Dans le courant de novembre et décembre 1930, j'ai traité, en trois leçons, à l'École Socialiste, le sujet suivant : « *Les formations politiques de la France, étudiées dans leurs rapports avec la situation économique et sociale du pays.* »

Les jeunes camarades qui assument la direction de la revue *Révolution* m'ont demandé de tirer des notes qui avaient servi à la confection de ces leçons une étude d'ensemble

J'ai donc rédigé ainsi l'étude que l'on va lire d'après mes notes en développant plus particulièrement certaines parties qui me paraissent d'un intérêt plus actuel pour l'éducation socialiste des jeunes et c'est ce qui explique le titre nouveau et modifié : « *Les formations politiques de la France contemporaine et l'Action du Parti Socialiste.* »

Pourquoi le terme « formations-politiques » et non celui de « partis ». L'expression est plus souple et répond mieux à la réalité politique française. Nous sommes, en effet, une ancienne démocratie par rapport aux autres pays et néanmoins il existe en France une *confusion* de partis véritablement anormale. Chez les partis bourgeois, les frontières ne sont pas délimitées; c'est pourquoi l'expression

« formations politiques » d'une signification plus plastique et plus malléable est plus exacte. Une des causes de cette situation, qui n'est pas étrangère à la « crise de la démocratie », réside dans la persistance du mode de scrutin dont nous sommes affligés. Le scrutin unimomial, le scrutin d'arrondissement favorise l'émiettement des partis, la constitution de clientèles politiques dans la main de personnalités influentes; au contraire, le scrutin de liste avec R. P. pousse à l'organisation, à la constitution des grands partis bien tranchés.

Nous voulons étudier les formations politiques dans leur rapport avec la structure économique et sociale du pays. Dans ce titre, il y a toute l'indication de la méthode par laquelle nous voulons procéder. C'est une application de la méthode marxiste à l'histoire et à l'évolution des formations politiques. Nous verrons comment celles-ci sont expliquées par l'analyse de la structure sociale, et des répercussions économiques.

Nous aurons l'occasion d'apprécier la valeur de cette méthode dont la pratique peut seule fournir les directives d'action, les orientations sûres pour le Parti Socialiste.

On trouvera dans cette application de la méthode marxiste la confirmation de la vérité de la conception matérialiste de l'histoire, de l'interprétation économique des faits.

On discernera avec plus de clarté les causes profondes des événements politiques et on tirera les conclusions pour l'avenir de notre politique avec plus de sûreté, de précision, sans vaines illusions, sans utopisme.

\* \* \*

Comment opérer une classification rationnelle des différentes formations politiques. Il nous faut éviter

les classifications par trop *artificielles* et c'est ainsi que nous ne pouvons accepter la classification formations-politiques de *droite*, formations de *gauche*. Elle ne répond pas à la réalité d'aujourd'hui. Elle ignore les répercussions économiques sur la vie et l'évolution des partis. Elle considère comme ayant une valeur intrinsèque les proclamations électorales, les formules vagues des manifestes, la terminologie courante des politiciens de la bourgeoisie. Il faut résolument la répudier. Mais nous voulons éviter aussi la trop grande simplification et c'est pourquoi nous ne proposons pas la classification suivante : *Partis bourgeois, partis prolétariens*.

Elle serait certainement plus exacte que la précédente, mais elle aussi ne tiendrait pas un compte suffisant de certaines situations qui subsistent dans notre pays. Elle méconnaîtrait la force des traditions démocratiques, la persistance de certaines influences dérivant de la Révolution Française. Cette classification pêcherait par un simplisme excessif.

C'est pourquoi si on veut étudier objectivement, sans parti-pris systématique, les formations politiques de notre pays, il faut recourir à la méthode marxiste et son application aboutirait à une classification en quatre grands groupes.

Dans le 1<sup>er</sup>, il faudrait ranger les formations politiques qui se placent hors du plan constitutionnel et républicain bourgeois.

Le 2<sup>e</sup> groupe comprendrait les formations dites de *Bloc national républicain*.

Le 3<sup>e</sup> grouperait les partis dits de *démocratie bourgeoise* constitué essentiellement par le *Parti Radical*.

Enfin, le 4<sup>e</sup> groupe engloberait les partis prolé-

tariens, c'est-à-dire le *Parti Socialiste* et le *Parti Communiste*.



Commençons donc par le 1<sup>er</sup> groupe. Ces formations traditionnalistes, conservatrices, monarchistes, se sont constamment affaiblies depuis 1871. Leur position était très forte immédiatement après la fin de la guerre de 1870. L'Assemblée de Versailles était composée en majorité de royalistes, mais en 1873 une crise éclata entre les deux grandes fractions monarchistes : les *Légitimistes* d'une part, les *Orléanistes* d'autre part. La fameuse et puérile question de drapeau blanc divisait profondément les deux clans rivaux. Cela permit aux républicains bourgeois de se ressaisir, de résister à la poussée conservatrice. Après le 16 mai, la victoire républicaine s'affermi et les formations traditionnalistes et monarchistes reculèrent. On ne peut ranger le mouvement boulangiste dans ce groupe quoique, dans sa dernière phase, le boulangisme se transformait en une sorte de césarisme anti-constitutionnel.

Mais l'affaiblissement des partis monarchistes fut précipité par un événement historique important, par la politique de Léon XIII. Ce pape intelligent en préconisant le « ralliement » des catholiques français à la République ou plutôt à la forme républicaine du gouvernement porta un coup terrible à la cause royaliste.

L'Eglise et la Monarchie se prêtaient, en effet, en France, un double et mutuel appui. La Monarchie, privée du secours de l'Eglise, dans une certaine mesure d'ailleurs seulement, parce que la politique de Léon XIII fut âprement contre-battue, perdit un point d'appui puissant et influent. De plus, un autre élément de puissance des partis

royalistes résidait dans le maintien de la grande propriété foncière et territoriale. L'Eglise et la grande propriété terrienne, voilà les bases de la puissance du royalisme traditionnel. Or, les grands domaines familiaux subirent le régime du Code Civil et leur morcellement fut également une cause de l'affaiblissement de la tradition monarchique.

Toutefois, il serait injuste de passer sous silence la part qui revient au mouvement d'*Action Française* dans une renaissance relative de l'idée monarchiste. Le « *Néo-Royalisme* » d'*Action Française*, construction idéologique d'un petit nombre d'intellectuels, notamment de M. Charles Maurras, a séduit une portion de la jeunesse des écoles et a pénétré dans certains milieux de la bourgeoisie.

Cette doctrine, qui prétend se baser sur le positivisme d'Auguste Comte et qui amalgame l'antiparlementarisme, le syndicalisme professionnel, le régionalisme, s'est heurté au début au monarchisme traditionnel. Mais le conflit s'apaisa vite et se termina par l'absorption de ce dernier. La supériorité intellectuelle indéniable du mouvement d'*Action Française* vint à bout des dernières résistances. L'*Action Française* devint le parti royaliste officiel.

Sa zone d'influence s'étendit assez largement et une partie du clergé subit son emprise. Toutefois, les conceptions doctrinales de l'*Action Française* étaient en opposition avec la philosophie chrétienne. Pendant longtemps l'Eglise ne réagit pas, heureuse de trouver dans ce mouvement un soutien actif et combatif; mais progressivement l'inquiétude se manifesta dans les rangs de l'Episcopat. La philosophie maurassienne, essentiellement païenne, fut d'abord dénoncée, puis ce fut le tour de toute l'armature doctrinale du mouvement.

Finalement, l'*Action Française* fut condamnée par le Pape actuel, Pie XI, et comme les dirigeants

ne s'inclinèrent pas devant la condamnation, l'Eglise a accentué ses interdictions. Et l'*Action Française* qui recrutait principalement dans les milieux catholiques fut gravement touchée. Sa période de croissance est terminée.

\* \* \*

Nous arrivons maintenant au 2<sup>o</sup> groupe que nous avons dénommé : *Parti de Bloc National*. Étant donné la confusion qui règne dans ces formations, une analyse descriptive est fort difficile.

Il faut distinguer deux courants principaux : celui constitué par les partis « ralliés » à la forme républicaine, les néo-républicains conservateurs et modérés qui ont renoncé à la Monarchie, et l'autre représenté par les anciens opportunistes du vieux parti républicain, républicains d'origine, laïques, mais entraînés vers le conservatisme social par l'évolution économique.

Pour parler plus clairement encore, nous dirons que ce groupe très mal délimité a deux pivots essentiels : *La Fédération Républicaine* de M. Louis Marin, et l'*Alliance républicaine démocratique* de feu Adolphe Carnot. Mais encore une fois ce qui caractérise ces formations, c'est l'extrême confusion, l'émiettement en groupes, sous-groupes, clans rivaux.

L'ambition de M. de Kérillis est justement d'unifier dans un grand parti conservateur toutes ces organisations. Il a pour modèle le Parti conservateur britannique. Mais cet objectif de M. de Kérillis se heurte à de très grandes difficultés. La confusion politique s'explique par la confusion sociale. Ces formations sont les expressions de catégories économiques diverses; elles représentent soit le grand capitalisme industriel, commercial ou

bancaire, soit la grande propriété terrienne, soit les classes moyennes de la bourgeoisie effrayées par les revendications du prolétariat et qui entendent demeurer les annexés du capitalisme. Les intérêts de ces catégories sont souvent en contradiction; des rivalités secondaires mais vives se font jour. Il y a bien un ciment entre elles, l'*antisocialisme*, mais c'est encore insuffisant pour constituer un parti homogène ayant une politique nette.

Il convient d'ailleurs de souligner que l'*Alliance républicaine démocratique* au moment de sa fondation était une formation « de gauche » qui soutenait la politique de défense républicaine de Waldeck-Rousseau. C'était l'aile droite du Bloc des Gauches de 1899 dans lequel était malheureusement intégré le Parti Socialiste français, fraction du mouvement socialiste de l'époque, encore non unifié.

Maintenant, l'*Alliance* c'est pour nous « la Réaction » et avec combien de raison; pas de contestations entre les socialistes. Mais je me hâte d'ajouter pour être juste que ce déplacement de cette formation politique est une conséquence de l'évolution économique qui a posé plus brutalement et plus directement les problèmes de classe; le conservatisme social des républicains bourgeois s'est alors affirmé et cela a entraîné la réaction politique. — Quoi d'étonnant à ce que l'*Alliance républicaine démocratique*, expression politique de cette bourgeoisie républicaine libérale, laïque, modérée, se soit transformée avec la marche du capitalisme puisque cette bourgeoisie, classe conservatrice dans son ensemble, devient de plus en plus réactionnaire sur tous les terrains dans un nombre croissant de ses éléments constitutifs!

Nous aurions terminé avec ce groupe des formations du « Bloc National » si nous ne voulions indi-

quer « en marge » les *démocrates populaires* et le *Parti Agraire*.

En ce qui concerne les *démocrates populaires*, nous nous trouvons en présence d'une tentative intéressante faite par des catholique sociaux pour constituer un parti qui voudrait se distinguer du nationalisme belliqueux et du conservatisme rétrograde. Mais des courants très divers s'entrecroisent. Certains inclineraient vers des conceptions démocratiques assez accentuées; d'autres viseraient un simple replâtrage de la vieille *Action Libérale Populaire* de M. Jacques Piou. Il est certain aussi que le *Centre Catholique Allemand*, parti de milieu, exerce une attraction sympathique dans ces milieux imprégnés de sentiment religieux. Néanmoins jusqu'à présent l'activité parlementaire des *démocrates populaires* qui forme un petit groupe distinct à la Chambre et assez bien discipliné s'est exercée en faveur du *Bloc National*.

Quant au *Parti Agraire*, on se trouve ici devant une formation nettement réactionnaire et anti-socialiste. Elle a la tare foncière de vouloir réunir des catégories économiques très différentes; comment solidariser l'ouvrier agricole avec le grand propriétaire, le petit paysan propriétaire avec les gros fermiers des exploitations des terres à blé, à sucre ou d'élevage?

Les Partis n'ont de vie dynamique que s'ils sont les expressions de *classes* et c'est ce qui explique la faiblesse des formations politiques aux structures sociales hétérogènes comme le *Parti Agraire*, comme le *Parti démocrate populaire*, comme les *Partis du « Bloc National »*.

\* \* \*

Nous arrivons maintenant au 3<sup>o</sup> groupe : les partis de démocratie. Il est nécessaire — et juste —

de les distinguer des partis de réaction bigarrée. Il est également indispensable de les séparer nettement des partis prolétariens.

Dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle, le parti républicain en France s'est constitué mais il convient de le distinguer des partis « libéraux » des pays étrangers. En effet, ces derniers partis ont essentiellement et exclusivement des origines bourgeoises : c'est le cas du parti libéral anglais, du parti libéral belge, par exemple; en France il ne serait pas exact de considérer dès son origine le parti républicain comme exclusivement « bourgeois ». Il faut tenir compte de son origine révolutionnaire. La Révolution Française a été un événement d'une portée sociale immense. Elle a créé véritablement l'armature économique d'une classe moyenne importante, étendue. La liquidation de la propriété féodale, la suppression du régime des corporations avec sa hiérarchie et ses privilèges et la substitution de la petite propriété paysanne et du travail libre à ces formes économiques ont eu leur influence sur la structure du parti républicain. Ce dernier ne représentait pas exclusivement les classes moyennes de la bourgeoisie libérale mais encore la paysannerie et les éléments plébéiens des villes. Sous le II<sup>e</sup> Empire, le programme républicain était imprégné d'un esprit démocratique ardent, conséquence de la composition sociale du mouvement républicain français.

Les événements révolutionnaires de 1848 et de 1871 eurent pour résultat de créer des fissures dans le mouvement républicain. Une fraction s'orientait définitivement et résolument du côté du conservatisme social bourgeois. — Une autre essayait avec des difficultés croissantes de concilier les aspirations démocratiques avec le maintien des principes de l'ordre social établi.

Dès le lendemain de la consolidation de la Répu-

blique, après le 16 mai, deux courants s'affrontèrent, le courant opportuniste et le courant du radicalisme.

Le Parti radical devint alors le parti-type de la démocratie bourgeoise avancée. Mais le radicalisme connut lui aussi ses propres contradictions internes qui étaient le résultat de l'évolution économique du capitalisme.

Notre camarade Léon Blum a indiqué à plusieurs reprises qu'il fallait distinguer dans le radicalisme deux courants, le radicalisme individualiste représenté par Clemenceau et le radicalisme social de Léon Bourgeois, Pelletan et autres. Il y a du vrai dans cette analyse mais ce qui caractérise aujourd'hui l'évolution historique du radicalisme c'est l'effondrement du radicalisme social. Le Parti radical est de plus en plus désorienté devant les crises engendrées par le mode de production capitaliste. Les problèmes économiques et sociaux de l'heure présente ne veulent plus de ces solutions fragmentaires, vagues, superficielles; le radicalisme est incapable de résister au choc des forces économiques et le Parti radical manifeste chaque jour davantage son incapacité et son impuissance.

Nous devons insister particulièrement sur cette situation, sur cette position du Parti radical qu'entraînent des conclusions sur le terrain de l'action politique.

Comment s'explique cette position du Parti radical? A mon sens par deux faits d'une importance primordiale qui se conjuguent, se combinent et qui poussent irrésistiblement le Parti radical dans la voie du conservatisme social.

D'abord, durant les dernières vingt-cinq ou trente années des modifications essentielles se sont produites dans la composition sociale du Parti radical.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, le Parti radical, avant-garde du Parti républicain, avait partiellement un caractère plébéien et populaire. Par son programme revendicatif, il se rattachait même au socialisme de Louis Blanc; il représentait sur le terrain politique les ouvriers des villes, le peuple, la petite bourgeoisie sortie du peuple. Tandis que les populations rurales restaient encore sous l'emprise des formations soit réactionnaires et cléricales, soit opportunistes, les villes constituaient le point d'appui du Parti radical et il est incontestable que par là il avait des racines populaires, démocratiques, profondes. Mais l'entrée en scène des partis socialistes organisant sur le terrain politique le prolétariat industriel, eut pour conséquence la conquête progressive de la démocratie urbaine par le socialisme. Les partis socialistes, organisés en partis de classe, groupèrent les ouvriers et le Parti radical fut progressivement éliminé de ces couches sociales. Événement d'une portée immense qui a une influence prédominante sur l'évolution du Parti radical français.

Le Parti radical ainsi progressivement rejeté de la démocratie urbaine, essaya de retrouver un point d'appui démocratique du côté de la paysannerie. Il y réussit assez bien et les populations rurales longtemps sous l'emprise des partis conservateurs gravitèrent dans l'orbite du radicalisme. Mais voilà qu'à son tour la démocratie paysanne est touchée par la propagande socialiste. Surtout depuis la guerre, le socialisme organisé pénètre profondément dans les campagnes et ainsi le Parti radical est doublement touché; ses bases populaires et démocratiques, urbaines et rurales, sont atteintes.

Comment dans ces conditions s'étonner de la transformation du Parti radical? Si l'on considère en outre que les petits fonctionnaires, autrefois

clientèle fidèle de ce parti, sont eux aussi conquis par le socialisme et le syndicalisme, que les petits commerçants, qui ont été pendant longtemps des éléments favorables au radicalisme, sont maintenant, suivant les circonstances du moment, soit entraînés dans le sillage du mouvement socialiste ou communiste, soit repris par les formations réactionnaires, on est contraint de reconnaître que le Parti radical a sa structure sociale complètement bouleversée. Il est isolé de ses éléments plébéiens, populaires. Et par voie de conséquence directe ses éléments bourgeois sont ainsi renforcés. Il n'a plus le contrepoids d'éléments prolétariens. D'un parti bigarré, composite, à la fois plébéien et bourgeois, il devient spécifiquement un parti bourgeois, alors, comme nous l'avons noté, qu'il ne l'était pas à son origine, ni même à ses débuts.

Il faut encore signaler les transformations profondes qui se sont opérées dans les classes moyennes par suite de la crise économique, de la crise monétaire. Le mouvement de prolétarianisation de ces catégories intermédiaires prévu par Marx s'est accentué. Le radicalisme puisait là une grande partie de sa clientèle; ces catégories intermédiaires, très durement atteintes par l'évolution même du capitalisme, ont senti toute l'inconsistance des doctrines sociales du radicalisme; elles ont perdu confiance et d'importantes fractions se tournent vers le socialisme libérateur.

Cette évolution du capitalisme qui se caractérise par son extension dans tous les domaines de la production, par la véritable « dictature » que la concentration et l'hégémonie bancaire font peser sur toute la vie économique mondiale, produit le deuxième fait dont nous parlions tout à l'heure et qui, combiné et conjugué avec cette transformation fondamentale de la structure sociale du Parti

radical, explique l'évolution de ce parti sur le terrain politique.

En effet, les problèmes qui se posent aujourd'hui se ramènent tous à des problèmes de classe, à des problèmes qui touchent aux « principes » même de la société bourgeoise. Comme il est impossible d'apporter à ces problèmes une solution en restant dans le cadre de cette société, les propositions contenues dans les programmes radicaux apparaissent puériles et vaines. C'est ce qui explique l'épuisement progressif de ces programmes au fur et à mesure que les questions de laïcité, que la politique spécifiquement anti-cléricale disparaissaient de l'avant-scène politique; mais il y a plus, il semble que maintenant les radicaux hésitent devant des « réformes » qui figuraient dans leur programme primitif et ceci est encore une conséquence normale des modifications de base du Parti radical.

La conception « radicale » de l'Etat indépendant des classes sociales, de l'Etat muni de pouvoirs d'arbitrage et jouant le rôle d'organisme régulateur de la solidarité sociale se heurte aux faits les plus pertinents. De plus en plus l'Etat moderne est contrôlé, dominé par les puissances économiques, il est la transposition juridique et politique du système capitaliste, il est l'instrument de ces forces capitalistes, et vouloir lui assigner un rôle régulateur sans entamer la zone des privilèges capitalistes et sans l'arracher à l'emprise prédominante de la bourgeoisie, sans le « conquérir » en un mot, c'est l'entreprise la plus chimérique conduisant d'ailleurs aux défaites les plus décevantes et aux capitulations les plus complètes.

Et c'est ce qui explique les défaillances successives et répétées du Parti radical durant ces trente dernières années, depuis l'époque où s'est précisée ce double mouvement, d'une part l'affaiblissement

des bases démocratiques et plébésiennes du parti, d'autre part l'acuité des questions économiques et sociales soulevée par le fonctionnement du système capitaliste, qui a condamné le Parti radical à n'être plus qu'un parti de conservation sociale après avoir été un parti de progrès politique.

En 1906, après les grandes batailles des Congrégations et de la séparation des Églises et de l'État, la « question sociale » fait irruption sur le plan politique immédiat. C'est la politique radicale, jacobine, anti-syndicaliste de Clemenceau. A la veille de la guerre de 1914, en présence du nationalisme qui relevait la tête, hésitations et tergiversations du Parti radical au moment de la loi de trois ans.

Après la guerre, en 1919, en présence de la montée croissante de la force prolétarienne, c'est la compromission du Parti radical avec le Bloc National; Herriot (déjà) approuve Millerand dans sa tentative de dissoudre la C.G.T.

En 1926, c'est la rentrée dans l'Union Nationale sous l'égide de Poincaré, après la capitulation devant la dictature des banquiers.

En 1930, c'est l'orientation vers une « concentration républicaine », et même l'acceptation du front unique anti-socialiste en beaucoup d'endroits.

Il n'est donc pas étonnant que nous maintenions plus que jamais les conclusions politiques que nous ne cessons de défendre au sein du parti.

Encore une fois, ce n'est pas par sectarisme ni en vertu d'un formulaire désuet que nous demandons sans cesse au parti de ne pas tomber dans le mirage, dans l'utopie, d'une politique dite d'*Union des Gauches*. Nous le lui demandons, en raison de notre méthode d'observation des faits que nous appliquons aux formations de la démocratie bourgeoise.

La « dégradation sociale » du radicalisme, l'affaiblissement de son potentiel démocratique que nous expliquons à la lumière de ces faits et de l'évolution historique empêchent toute politique *commune* du Parti socialiste et du Parti radical.

Le Parti radical est encore distinct des partis de réaction, à tendances fascistes ou cléricales; mais il ne peut plus être pour nous un *allié* en vue d'une politique constructive et positive de progrès social. Le programme du Parti radical n'est pas une réduction du programme socialiste; ce programme commun est impossible à établir en raison des oppositions qui se manifestent dans l'action quotidienne sur tous les problèmes.

Ainsi la participation ministérielle ne saurait être recherchée comme une méthode d'action normale permettant la marche vers le socialisme; bien au contraire, il faut éviter de se placer dans des situations qui semblent devoir l'amener.

La *politique de soutien* ne saurait être pratiquée comme un appui *global, total*, donné à l'ensemble d'une politique gouvernementale bourgeoise.

L'*Exercice du pouvoir* par les socialistes occupant le gouvernement à la suite d'une croissance électorale parlementaire, ne saurait être utilisé efficacement s'il devient simplement une gestion de la société bourgeoise, et s'il n'accélère pas d'une manière sensible le rythme de la transformation économique.

On reconnaît là les idées défendues dans le parti depuis déjà longtemps et qui ont déterminé des controverses importantes et répétées.

Il est possible au surplus qu'en France la concentration anti-socialiste ne soit pas encore aussi rapide, ni aussi marquée que dans d'autres pays.

Le Parti radical, tiraillé entre des courants oppo-

sés peut encore jouer le rôle de parti intermédiaire, de parti *axe* de la concentration républicaine. Il semble même que ce soit la solution préférée par ses hommes les plus représentatifs. La facile formule *ni Réaction, ni Révolution*, exprimerait commodément son orientation.

Contre cette tendance, le jeune-radicalisme se dresse et oppose la conception d'une *gauche unifiée* liant radicaux et socialistes.

Mais le mouvement des jeunes radicaux qui est surtout un mouvement d'intellectuels n'a pas de bases économiques; il ne s'appuie pas sur une classe et par cela même il est condamné à l'impuissance. Le Parti radical ne peut d'ailleurs conserver la place qu'il détient dans la vie politique qu'en se constituant comme l'ossature d'une formation intermédiaire que les conditions sociales particulières de notre pays rendent encore possible et qui se caractérisait par un vernis démocratique superficiel, masquant le conservatisme social sous un interventionnisme limité de l'Etat, par la reconnaissance de la neutralité de l'Etat, par l'attachement formel au parlementarisme bourgeois, par un pacifisme verbal sans consistance organique.

Le jeune-radicalisme est incapable d'entraîner l'ensemble du Parti radical qui n'entend pas renoncer à la primauté politique et s'il se sépare du gros du parti, il ne jouera alors qu'un rôle d'appoint.



En face des formations de la démocratie bourgeoise se dressent les formations émanant du mouvement ouvrier, les partis prolétariens. Il faut malheureusement employer le pluriel depuis que la scission bolchevique a déterminé ses ravages dans tous les pays.

Les partis prolétariens sont essentiellement des *partis de classe* qui veulent organiser la classe ouvrière en vue de la conquête du pouvoir et de la socialisation de moyens de production et d'échange. Ils sont les expressions politiques de la classe ouvrière en marche et en lutte vers et pour son affranchissement.

C'est pourquoi il n'est pas possible de ranger le *Parti socialiste français* parmi les *Partis prolétariens*. Il serait d'ailleurs injuste de les classer parmi les fractions de la démocratie bourgeoise.

Le Parti socialiste français dont M. César Chabrun est le théoricien, n'a pas la conception de l'action de classe. Il n'accepte pas cette notion de la classe ouvrière autonome réalisant par sa lutte quotidienne la marche vers le socialisme.

Il entend bien se distinguer des partis de démocratie bourgeoise par son idéologie socialiste réformiste.

Il se place bien sur un plan de transformation sociale mais en rejetant les conséquences du fait de la lutte de classe, il révèle son vice fondamental et sa contradiction interne.

La Réforme de l'Etat est une de ses idées favorites et il ne perçoit pas la nécessité des destructions préalables de l'appareil étatique bourgeois par le mouvement autonome de la classe ouvrière.

Le Parti socialiste français fait un effort d'organisation et de propagandé et aussi de clarification doctrinale.

Il croit pouvoir se revendiquer de la vieille tradition du socialisme de Paul Brousse et même de cette fraction du mouvement socialiste en France qui avait la même dénomination avant l'unité de 1905.

C'est évidemment une prétention bien exagérée

à cause de cette atténuation, de l'obscurcissement, dirons-nous, de la notion même de classe qui le caractérise.

Les Partis prolétariens à l'heure actuelle appartiennent aux deux grands courants du mouvement ouvrier international : le courant socialiste, le courant communiste.

Parti socialiste et Parti communiste ont un but commun : la socialisation des moyens de production et d'échange; ils sont de plus tous les deux organisés en « partis de classe ».

Mais leurs méthodes et leur conception même du mouvement révolutionnaire font apparaître des divergences essentielles.

Ainsi se prolonge l'état de scission qui affaiblit si malheureusement le mouvement ouvrier.

La formation d'un parti politique indépendant, distinct, exprimant la volonté d'émancipation de la classe ouvrière, remonte en France après la guerre de 1870-71.

Ce sera l'impérissable mérite de Jules Guesde d'avoir fait sortir le mouvement ouvrier de l'ornière corporative, mutualiste, dans laquelle il s'enlisait et d'avoir poussé à cette constitution d'un Parti socialiste collectiviste et marxiste. En 1879, le *Parti ouvrier français* naît au Congrès de Marseille.

De 1879 à 1905, c'est une longue période au cours de laquelle le mouvement socialiste se divise en plusieurs rameaux; mais progressivement l'unification des forces socialistes se fait et l'unité est réalisée en 1905 après bien des tâtonnements.

En 1905, un Parti socialiste *unifié* est enfin constitué solidement. Il a ses racines profondes dans le prolétariat industriel qu'il arrache aux partis de démocratie avancée.

Son développement et ses progrès auprès des travailleurs des villes et aussi des champs est sans interruption jusqu'en 1914. Il se pose en adversaire résolu du Parti radical qui détient l'hégémonie dans la vie politique de notre pays à cette époque.

Nous devons toutefois insister sur le caractère particulier de notre Parti socialiste. Sa base prolétarienne était incontestable mais son influence s'exerçait aussi sur certains milieux de la bourgeoisie intellectuelle. Jaurès conférait au Parti socialiste un rayonnement prestigieux qui attirait pas mal d'éléments bourgeois qui avaient subi les contrecoups de l'Affaire Dreyfus. Cette jonction d'une portion de la bourgeoisie et du Parti socialiste était un des traits spécifiques de notre organisation.

D'autre part, les conditions du développement du mouvement syndical en France eurent pour conséquence de séparer beaucoup plus nettement que dans les autres pays le mouvement politique de la classe ouvrière de son mouvement économique.

Aussi, le recrutement spécifiquement prolétarien fut rendu plus difficile pour le Parti et il résulta de ces faits et de ces particularités que notre Parti socialiste eût une base prolétarienne moins étendue, une composition prolétarienne moins dense que les partis sociaux-démocrates des autres pays.

Néanmoins, sa croissance jusqu'à la veille de la guerre fut remarquable et ce fut cette croissance même qui eut sa répercussion profonde sur la structure du Parti radical.

La dégradation du potentiel démocratique du Parti radical s'explique partiellement par les conquêtes progressives des couches populaires par le Parti socialiste *unifié*.

Malheureusement, les scissions de 1920 se produisirent en France comme ailleurs. La grande coupure

dans le prolétariat mondial qui aboutit à la coexistence du mouvement socialiste et du mouvement communiste n'épargna pas notre Parti.

Les conséquences en furent très graves en raison des circonstances particulières de notre pays. En effet, le volume du prolétariat est sensiblement moins étendu en France qu'en Allemagne ou en Angleterre, par exemple. Et c'est pourquoi il y a encore moins de place dans notre pays pour deux partis prolétariens. Cela tient à ce que la concentration capitaliste n'est pas encore parvenue à un stade de développement aussi poussé que dans les pays précités; cela tient en outre à l'existence d'une économie rurale basée sur la petite propriété paysanne. Aussi, la scission eut pour effet de rétrécir considérablement la base prolétarienne du Parti socialiste d'autant plus qu'il perdit au début beaucoup d'éléments prolétariens au profit du Parti communiste. Notre Parti fut ainsi désaxé. En même temps, il étendait son emprise sur certaines catégories sociales intermédiaires et dans les milieux ruraux.

On pouvait redouter — et ce n'était pas un péril illusoire — qu'il ne devînt un parti de démocratie avancée, pénétrée par une idéologie petite-bourgeoise; on pouvait craindre que, perdant son centre de gravité prolétarien il renonçât petit à petit à être le Parti révolutionnaire de la classe ouvrière.

Ce danger s'est conjuré et notre Parti aujourd'hui en face d'un Parti communiste qui paye les fautes lourdes et criminelles de ses dirigeants a consolidé ses racines prolétariennes, a reconquis des éléments ouvriers. Du travail reste à faire, mais il se fera si notre Parti sait observer toujours les méthodes d'action de classe.

Il faudra également veiller à ce que les progrès du Parti dans les milieux ruraux et dans certaines couches intermédiaires soient des progrès *socialistes*.

Il faut éviter l'endosmose de l'idéologie petite-bourgeoise dans nos revendications immédiates.

Il faut toujours mettre en relief que l'émancipation humaine est aujourd'hui étroitement liée à la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Mais cela n'empêche point que le bolchevisme continue à séduire certaines couches prolétariennes et notamment celles qui sont le plus touchées par les crises du capitalisme. Rien ne serait plus dangereux pour le mouvement socialiste s'il renonçait à être l'expression de l'ensemble de la classe ouvrière. Il ne faut pas laisser sous l'emprise du bolchevisme les éléments prolétariens les plus durement atteints par l'exploitation capitaliste, comme notamment les prolétariats coloniaux.

C'est un grave problème pour le mouvement socialiste que celui qui a trait à ces questions. De même la lutte socialiste contre le bolchevisme ne peut et ne doit être conduite qu'en fonction de l'esprit de classe, qu'en fonction de l'unité de classe. Notre résolution de Toulouse de 1928 constitue à ce sujet la meilleure règle d'action. L'anti-bolchevisme borné, l'anti-bolchevisme de la bourgeoisie, ne saurait être notre fait; c'est, au contraire, en se situant sur le terrain de l'action révolutionnaire *efficace*, sur le terrain de la dictature de classe du prolétariat, sur le terrain de la démocratie ouvrière, animant et vivifiant la dictature prolétarienne, qu'il faut se placer pour arracher au bolchevisme sectaire l'âme des prolétaires.

Nous avons terminé notre étude. Nous avons cherché à appliquer à l'examen critique des formations politiques de notre pays la méthode marxiste, celle qui cherche à découvrir, à discerner les éléments d'ordre économique pour expliquer les structures sociales et les répercussions politiques.

Il n'y a pas plus sûre méthode d'investigation scientifique et elle conduit aux conclusions les plus solides et les plus vérifiées.

L'éducation marxiste est indispensable aux militants et on ne peut s'empêcher de songer que si elle était plus répandue, cela éviterait beaucoup de discussions qui reviennent sans cesse; notre Parti pourrait concentrer toute son activité sur une action de classe claire et nette qui permettrait le rétablissement de l'Unité Ouvrière. C'est la mission essentielle de notre génération et on comprendra pourquoi nous attachons tellement de prix à cette formation marxiste des militants qui prémunit contre tous les utopismes, contre toutes les falsifications du socialisme.



**Lisez chaque mois**

# **RÉVOLTE**

**REVUE MENSUELLE D'ÉDUCATION  
ET D'ACTION SOCIALISTES**

**Directeur :**  
**PAUL FAVIER**



**Rédacteur en Chef**  
**JACQUES GRUMBACH**

**RÉVOLTE est la seule revue socialiste de langue française.** Elle a publié des articles de PAUL FAURE, ZYROMSKI, DÉAT, OSMIN, MARCEAU PIVERT, LOUIS LÉVY, O. ROSENFELD, J. DINER DINÈS, LOUIS VALLON, Y. BONNEFON, Y. FARGES, etc.

Parmi ses collaborateurs habituels : ITARD, LAMARQUE, RENÉ DUMON, A. MARTY-CAPGRAS, JEAN FRANCEY, P. SIMON-MÉROP, P. BLOCH, R.-R. LAMBERT, etc.

S'abonner à **RÉVOLTE**, c'est prouver que l'on s'intéresse, non seulement à la politique socialiste, mais au Socialisme et à l'action du prolétariat.

**Le N° . . . 2 fr.**

**ABONNEMENTS :**

**1 An . . . 20 fr.**

**6 Mois .. 10 fr.**

**Utilisez le Compte Chèque Postal N° 1489-86**  
**P, Favier, 7, Rue de la Boule-Rouge. Paris-9<sup>e</sup>**

---

---